

Panama papers: la frontière diffuse entre ce qui est légal et ce qui est immoral



Par Guillermo Alvarado

La diffusion des dits "Panama papers" qui mettent à nu une affaire internationale d'évasion d'impôts et d'autres actes illicites moyennant la création de milliers de sociétés offshore dans des paradis fiscaux a eu une grande répercussion internationale.

Un cabinet d'avocats, le Mossack Fonseca, qui a son siège au Panama et des filiales dans beaucoup de pays est au centre du scandale. Il est considéré comme l'un des 5 les plus importants de toute la planète qui se consacrent à la création de ces firmes sous commande de magnats, politiques, sportifs et d'autres personnalités.

L'un des hommes politiques impliqués dans ce scandale est l'actuel président argentin, Mauricio Macri. Son nom figure dans 3 des entreprises citées par les Panama papers, ce qui a soulevé une véritable tempête politique.

La défense de Macri, tout comme celle du cabinet Mossack Fonseca, est basée sur le fait que la création d'une entreprise offshore n'est pas, en soi même, un acte illégal de telle sorte qu'il n'y a rien à lui reprocher.

Vu du point de vue strictement technique, ils ont raison. La création d'entreprises offshore est prévue par la loi et les régulations internationales. Mais ce qui est important est à quoi elles servent et comment elles sont utilisées. C'est là justement qu'il y a une ligne très étroite séparant ce qui est légal de ce qui est immoral, à tel point qu'il est très difficile de les séparer.

Tout le monde sait que les offshore ont été inventées à des fins d'évasion d'impôts, d'arnaquer l'État ou des privés, de déplacer des capitaux de façon obscure ou de blanchir de l'argent qui provient des activités illégales.

Nous pourrions évoquer la banqueroute d'une des principales banques du Guatemala, la Bancafé, survenue en octobre 2006 . Lorsque les personnes qui y avaient des comptes ont tenté de récupérer leur argent, ils ont découvert que depuis des années, les responsables de cette banque transféraient de l'argent vers une société offshore. Ils n'ont jamais pu récupérer leur patrimoine.

Il y a donc des raisons plus que justifiées de penser, lorsque le mot offshore est mentionné, à la possibilité de sales opérations.

C'est pour cela que le scandale déclenché dimanche dernier a un fort impact politique. La démission du premier ministre de l'Islande, David Gunnlaugsson, dont le nom figure dans les Panama papers, en est la meilleure preuve.

Le traitement de l'information de cette affaire est un autre aspect qui attire l'attention. En Argentine, la grande presse liée à la droite est en train de tendre un voile sur le président Macri. Mais des mouvements sociaux et même des secteurs du gouvernement, exigent des éclaircissements sur la présumée participation du chef de l'État argentin dans cette affaire.

D'autres signalent que jusqu'à présent des noms des États-Unis, du Japon, d'Israël ou d'Allemagne n'ont pas été signalés et ils exigent que toute la vérité soit révélée. Il y a aussi ceux qui commencent à essayer de séparer les limites étroites entre la légalité et l'immoralité. Ils rappellent de depuis des années, un changement est demandé concernant les règles dans le marché financier international, où il y a plus de trous noirs que dans l'univers tout entier.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/89631-panama-papers-la-frontiere-diffuse-entre-ce-qui-est-legal-et-ce-qui-est-immoral>



Radio Habana Cuba